

[Texte]

a manager on the audit team of CEIC; and Christianne Déry and Elianne Gaudette, who are with our parliamentary liaison group in the Office of the Auditor General.

Tout d'abord, je voudrais dire que M. Dye regrette de ne pouvoir assister à la présente audience. Il se trouve actuellement à l'extérieur du pays en compagnie des membres du Comité des comptes publics.

L'an dernier, M. Dye témoignait devant votre Comité pour discuter des questions soulevées dans son rapport de 1986, au sujet du Programme national de formation en établissement. C'était la première fois qu'il agissait comme témoin devant un comité permanent de la Chambre, autre que le Comité des comptes publics, au sujet des questions soulevées dans son rapport annuel.

Le Bureau profite de cette occasion, aujourd'hui, pour revenir devant votre Comité et discuter cette fois-ci des questions qui vous intéressent et qui sont soulevées à propos du chapitre 14 du rapport de 1987.

The audit of the Canadian Jobs Strategy in chapter 14 of the 1987 annual report examines certain aspects of the program's management and operations. The mandate of the Office of the Auditor General requires the Auditor General to be an objective and independent servant of Parliament. Consequently we do not comment, critically or otherwise, on government policy. For this reason we will confine our remarks to the management issues dealt with in the annual report and ask that you direct any questions, if possible, concerning policy matters to the commission itself.

Our value-for-money audit of the Canadian Jobs Strategy examined the planning and implementation of the strategy, its operation, procedures for measuring results, and information provided to Parliament for 1984-86 and 1986-87. Employment and Immigration Canada was also one of nine departments included in the financial management and control study. Information for resource allocation and operations and information to ensure financial accountability for the Canadian Jobs Strategy were part of this study. These findings are reported in chapter 14.

• 0940

The Canadian Jobs Strategy was launched in September 1985. The strategy was composed of six major programs and a number of program options. The first year, 1985-86, was a year of transition. The new programs were launched while the old employment training and direct job creation programs were being phased out. In 1985-86 \$1.4 billion was spent on old and new programming of which \$141.5 million was for new initiatives under the Canadian Jobs Strategy.

In the second year, 1986-87, training in institutions was integrated into the strategy. In 1986-87 \$1.5 billion was

[Traduction]

Maurice Chamberland, gestionnaire dans l'équipe de vérificateurs pour la CEIC, et M^{mes} Christianne Déry et Elianne Gaudette, qui font partie de notre groupe de liaison parlementaire au Bureau du Vérificateur général.

First of all, I would like to say that Mr. Dye is out of the country with the Public Accounts Committee and he regrets that he cannot be here today.

The Auditor General appeared before your committee last year to discuss issues raised in his 1986 annual report on the National Institutional Training Program. That was the first time he had appeared as a witness to discuss matters raised in his annual report before a standing committee of the House, other than Public Accounts.

The Office welcomes this opportunity to return to your committee to discuss matters of interest to you in chapter 14 of this year's annual report.

Lors de la vérification de la planification de l'emploi, le Bureau du Vérificateur général a examiné certains aspects de la gestion et des opérations de ce programme. De par son mandat, le Vérificateur général doit faire preuve d'objectivité et d'impartialité. Par conséquent, nous ne faisons pas de commentaire, critique ou autre, sur l'orientation politique du gouvernement. Nous limiterons donc nos propos aux questions de gestion abordés dans le rapport annuel, et je vous prierais d'adresser directement à la CEIC toute question relative à l'orientation politique.

Lors de notre vérification de l'optimisation des ressources, nous examiné les phases de planification et de mise en oeuvre de la Planification de l'emploi, son fonctionnement, les méthodes employées pour en évaluer les résultats, ainsi que l'information fournie au Parlement pour les exercices 1985-1986 et 1986-1987. Emploi et Immigration Canada était également l'un des neuf ministères fédéraux visés par l'Étude de la gestion et du contrôle financiers. Celle-ci a porté sur la répartition des ressources, les opérations et l'obligation de rendre compte concernant la Planification de l'emploi. Nos constatations figurent au chapitre 14.

Lancée en septembre 1985, la Planification de l'emploi comprenait alors six grands programmes, ainsi que plusieurs options. La première année d'application, 1985-1986, fut une année de transition. En effet, les nouveaux programmes ont remplacé petit à petit les anciens programmes de formation et de création directe d'emploi. En 1985-1986, Emploi et Immigration Canada a dépensé 1.4 milliard de dollars pour les anciens programmes et les nouveaux. De ce montant, 141.5 millions ont été consacrés à de nouvelles initiatives dans le cadre de la Planification de l'emploi.

Durant la deuxième année, soit 1986-1987, la formation en établissement a été peu à peu intégrée à la